

## LES INFECTIONS NUTRITIONNELLES DANS LA PRESSE. LE CAS DE LA SALMONELLE AU ROYAUME UNI

**Jeremy Collins et Jerry Palmer<sup>1</sup>**

Le 3 décembre 1988, Mme Edwina Currie, ministre de la santé publique du gouvernement Thatcher, déclarait dans une interview télévisée: “malheureusement, la plupart de la production des œufs dans notre pays est atteinte de la salmonelle”. Le résultat immédiat de cette annonce fut la panique. Pendant plusieurs semaines la vente des œufs se réduisit d'à peu près 50%. Un deuxième résultat fut la polarisation de l'attention médiatique sur un phénomène qui d'habitude ne suscite qu'un médiocre intérêt.

La salmonelle est une maladie endémique dans la plupart des pays européens. Sa bactérie est tuée dans les préparatifs normaux de la cuisine, et donc le niveau d'infection animale n'est pas en corrélation nécessaire avec le niveau d'infection humaine. La relation entre l'infection animale et l'infection humaine fait partie des risques de la vie quotidienne et l'on peut dire que le processus de dissémination des informations sur un tel sujet fait lui-même partie de la distribution des risques en question(1).

Comment ces informations circulent-elles dans notre société, par quels canaux, par quels relais informationnels? C'est évidemment en partie par le biais des institutions médicales et en partie par les relais du savoir-faire quotidien; mais dans ces derniers, il est probable que les informations circulent sous forme médiatisée. Entre autres représentations médiatiques ce sont surtout les actualités qui jouent un rôle formateur, comme l'indique l'incident relaté au début de cet exposé.

Une comparaison du profil de l'infection avec le profil de l'attention médiatique, tels qu'ils sont révélés par l'analyse statistique, nous permet d'approfondir la question. Le profil des infections humaines montre une croissance régulière quoique sujette à une variation saisonnière. Par contre, le profil de l'attention médiatique est extrêmement irrégulier: le profil quantitatif de l'attention médiatique au Danemark et au Royaume-Uni,

---

<sup>1</sup>Professeurs au London Guildhall University.

deux pays qui présentent des profils de l'infection humaine approximativement pareils montrent une période où l'attention médiatique atteint son apogée et en dehors de laquelle l'attention médiatique est négligeable. Dans les deux cas étudiés, les moments de grande croissance des infections humaines coïncident approximativement avec l'attention médiatique la plus fortement développée. On pourrait donc soutenir la thèse que l'attention médiatique se développe au fur et à mesure que la maladie acquiert une certaine importance. Pourtant, dès qu'on considère avec plus de soin la distribution de l'attention médiatique à travers le temps, il devient évident que la logique de cette distribution n'est pas la même que la logique de la distribution des infections humaines.

L'attention médiatique est surtout irrégulière à l'intérieur des pays considérés. Dans chacun d'eux, à certains moments, l'attention médiatique pour la salmonellose se manifeste presque tous les jours (jusqu'à 24 jours d'un même mois); à d'autres moments, cette attention disparaît entièrement; entre ces deux extrêmes, il y a toutes les variations concevables. Si l'on mesure l'attention médiatique attachée à la salmonellose par rapport à la superficie totale consacrée aux actualités, on constate une irrégularité encore plus poussée. On remarque surtout que la vague d'attention médiatique cesse alors que l'infection continue: il n'y a aucune logique dictée par le cours de l'infection qui expliquerait cette disparition ou ce désintérêt. Les deux logiques de distribution ne répondent donc pas aux mêmes déterminants. Au fond, ce n'est pas la distribution des infections qui provoque l'attention médiatique, mais quelque chose d'autre, qui intervient entre le phénomène médical et le phénomène médiatique. Autrement dit, le discours médiatique est déclenché non pas par un phénomène qui est –somme toute– journalier, mais par des phénomènes qui ont une “valeur d'actualité” (*newsworthiness*).

Ce qui entraîne l'attention médiatique, c'est normalement un des trois facteurs suivants (ou leurs diverses combinaisons):

- la reconnaissance médicale d'une explosion inhabituelle d'infections dans un cadre spatial ou temporel restreint;
- un rapport sur le phénomène publié par une autorité publiquement reconnue comme compétente;
- un discours administratif ou politique tel l'incident rappelé au début de cette communication.

Tout cela peut paraître évident et même banal; mais les significations le sont moins. Car tout discours autorisé émane d'une source qui est sujette au jeu des intérêts collectifs. Toute entité considérée comme compétente est susceptible de poursuivre certains objectifs, d'adhérer à une politique déterminée, d'avoir (selon le jargon des cadres administratifs) un “*mission statement*” quelconque. Dans le cas des infections nutritionnelles, on peut distinguer quatre groupes sociaux, définis chacun par quelque intérêt susceptible d'être à l'origine d'un discours qui appelle une présentation médiatique:

- les producteurs et débiteurs de nourriture;
- les associations de consommateurs;
- la profession médicale et les chercheurs scientifiques;
- l'État.

Évidemment, les lignes de démarcation entre ces groupes ne sont pas entièrement nettes. La médecine fait partie de l'État dans le domaine de la santé publique, et la recherche scientifique est souvent subventionnée par les intérêts industriels privés. Mais, nonobstant ces restrictions, les activités de ces quatre groupes sont repérables dans les événements déclenchés par le discours ministériel cité.

De quelle façon ces intérêts sont-ils visibles dans les représentations médiatiques? Ils sont repérables:

- dans le texte même des représentations, où l'on trouvera des discours qui correspondent aux intérêts en jeu. Chaque groupe tente de définir les événements qui sont repris par les médias en des termes qui favorisent ses propres intérêts. C'est dans la correspondance entre la “définition du réel” et l'intérêt qu'on peut repérer l'identité du discours.

- dans l'identité des sources qu'utilisent les journalistes en quête de renseignements. Ces sources sont nécessairement groupées dans un des quatre groupes identifiés ici.

Les deux modalités sous lesquelles les intérêts en jeu sont repérables sont évidemment étroitement liées. En dépit de cette liaison, nous allons les analyser séparément: on s'occupera ici des relations entre les journalistes et

leurs sources et notre analyse de l'identité discursive des énoncés paraîtra ultérieurement.(2)

Bien que ce ne fut qu'après l'intervention d'Edwina Currie que l'attention médiatique portée sur la salmonellose atteignit un rythme quasi journalier, l'infection a été l'objet d'une attention sporadique pendant les mois précédents. En avril 1988, le *Journal of the American Medical Association* a publié un article qui indiquait qu'un pourcentage significatif des infections par la salmonelle aux USA était dû aux œufs; par la suite, on a déconseillé la consommation des œufs crus aux USA, ce qui fut brièvement mentionné dans la presse anglaise le 16 avril 1988. Au Royaume-Uni on a publié des avertissements officiels contre la consommation des œufs crus en août et de nouveau en novembre par suite d'une augmentation significative de l'infection alimentaire par la salmonelle; ceci fut l'objet d'articles dans les journaux, y compris des articles "à la Une". Un des aspects de cet événement qui a provoqué l'attention des journalistes fut la révélation d'un mode de transmission des bactéries considéré comme nouveau et potentiellement grave –leur passage par l'oviducte de la poule dans l'œuf par ailleurs parfaitement formé. Un journaliste médical nous a dit que cette révélation l'a obligé de modifier sa conception de l'œuf comme aliment relativement pur et autonome (pourtant ce mode de transmission n'était pas neuf, il était déjà connu dans les années 30).

Pendant cette période qui précédait la peur publique, la plupart des articles à ce sujet furent écrits dans la presse dite "de qualité" par des journalistes spécialistes, et surtout par les correspondants médicaux et scientifiques; plus tard, après l'intervention ministérielle, les articles seraient écrits surtout par des journalistes non-spécialisés. On a avancé que les journalistes spécialistes sont plus susceptibles que les autres d'absorber les valeurs typiques du domaine dans lequel ils se spécialisent (Gans, 1980: 89; Ericson et al., 1989: 272); il est assez évident que les articles tels que ceux auxquels on vient de renvoyer tendaient à définir le phénomène de la salmonelle comme risque pour la santé publique –et non pas, par exemple, comme risque de dysfonction économique; il est probable que ceci fut le résultat du fait que la plupart des articles furent écrits par des spécialistes médicaux et scientifiques. De toute façon, l'intervention de la Ministre chargée de la Santé, a surgi dans un champ préparé.

## **Le mode de production dans les organisations-sources**

Comme nous l'avons déjà indiqué, les journalistes se renseignent auprès d'une série d'organisations et individus. On a souvent remarqué que les investigations journalistiques ont tendance à s'approfondir plus il y a de désaccords entre les individus ou organisations normalement considérées comme faisant autorité auprès des journalistes. Par suite de l'intervention ministérielle, il est apparu qu'il n'y avait pas d'accord entre ces organisations et individus sur la ligne qu'il fallait suivre par rapport à la salmonellose. Ces désaccords s'enracinaient dans l'histoire des organisations.

### **1. Les Ministères**

En lisant l'ensemble des informations sur la salmonelle au moment de l'intervention ministérielle, il sautait aux yeux que ce qu'en disaient les représentants scientifiques des différents Ministères concernés était assez divergent; des journalistes, d'ailleurs, n'ont pas manqué de le souligner. Il est compréhensible qu'il y ait une certaine tension entre le Ministère de la Santé Publique et celui de l'Agriculture, celui-là exerçant des responsabilités selon des critères largement médicaux tandis que celui-ci a traditionnellement admis des critères économiques autant que scientifiques; on a généralement reconnu que celui-ci ne désavoue pas la protection de l'industrie des aliments (Smith, 1991).

La “gestion des actualités” (*news management*) met l'accent sur la nécessité de limiter l'accès journalistique à l'organisation-source (Ericson et al., 1989: 25). L'imposition d'une telle limite est un objectif réalisable ou non, selon la structure de l'organisation en question; pour un département gouvernemental, cette réalisation est d'une importance capitale. Les deux ministères en question emploient l'un et l'autre des spécialistes scientifiques dont le premier engagement est envers un code de conduite professionnelle plutôt qu'envers le patron. L'accès à ce genre de source –qu'un journaliste a qualifié de “spécialistes scientifiques indépendants”– permet aux journalistes d'avoir accès à des interprétations des événements qui échappent –du moins partiellement– au contrôle gouvernemental direct.

### **2. Les organisations industrielles (3)**

Au Royaume-Uni, deux organisations regroupent toutes les entreprises produisant des œufs. Pour les négociations avec le gouvernement,

l'organisation officielle est le British Egg Industry Council (BEIC). Il participe régulièrement aux réunions industrie/ gouvernement, et au cours de la période qui précéda l'intervention d'Edwina Currie, il assistait aux réunions stratégiques où les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture essayaient de réduire l'antagonisme (suscité par les avertissements publics) entre les fonctionnaires du Ministère de la Santé Publique et l'industrie. Interrogé par nous, un des représentants du BEIC a appelé le Ministère de l'Agriculture "notre département" [d'État]; il est certain que pendant l'été 1988 le BEIC et les fonctionnaires ont coopéré à la tentative de création d'une stratégie qui éviterait la panique publique.

Les fonctionnaires du BEIC se rendaient bien compte que le niveau d'infection par la salmonelle devait être connu du public, ce qui entraînerait une diminution de la vente des œufs. Un problème dépourvu de conséquences pour la santé publique –par exemple, une infection purement animale– aurait été susceptible d'être résolu sans entrer dans le domaine public; il serait resté un problème du "*back region*" (des coulisses) (Ericson et al., 1989: 9), et ne serait pas sorti du "*policy community*" en question (Smith, 1991), c'est-à-dire les représentants de l'industrie et du département gouvernemental compétent. Cependant, la salmonelle –bien connue pour être agent de l'infection alimentaire humaine– était très susceptible d'être l'objet de l'attention publique. Le BEIC a donc tenté de persuader les producteurs d'améliorer leur mesures hygiéniques - en ce compris un essai de codification des pratiques industrielles- ce qui permettait de se mettre à l'abri des critiques éventuelles.

Cette politique consensuelle menée par le BEIC contrastait avec la position agressive du United Kingdom Egg Producers Association (UKEPA), l'autre organisation qui regroupe les producteurs. Celle-ci fut créée au moment où le BEIC s'est établi sur une base financière de contributions volontaires (le UKEPA préférait la cotisation réglementaire de tous les producteurs). Cette scission a produit une situation où le BEIC tend à représenter les grandes unités de production –qui souvent font partie d'une organisation ayant d'autres intérêts agricoles, par exemple la production du poulet– tandis que le UKEPA regroupe plutôt les petits producteurs.

L'UKEPA n'assistait pas aux discussions stratégiques gouvernementales et manquait de contacts réglementaires avec l'État. Le point focal de leur politique était de nier directement que l'infection de la

production des œufs par la salmonelle constituât un problème de santé publique. Selon eux, le BEIC évitait la confrontation à ce sujet de peur que cette tactique ne dirige l'attention publique vers d'autres aspects de l'industrie des gallinacés, ce qui risquait de porter atteinte à d'autres intérêts de leurs membres. D'ailleurs, les intérêts des deux groupes divergeaient; les grandes unités de production étaient mieux placées pour absorber une réduction temporaire de revenu –suite à une panique publique éventuelle, autant que par les frais suscités par de nouveaux règlements; de leur côté, les petits producteurs regroupés par le UKEPA étaient mal placés par rapport à cette perte et ces frais et l'association ne voyait d'autre solution qu'une politique de confrontation.

Il y avait, certes, des endroits où les intérêts des deux groupes se rencontraient(4). Néanmoins, au moment de l'intervention ministérielle du 3 décembre 1988, les deux organisations rivalisaient dans le rôle de porte-parole de l'industrie des œufs, chacune avec sa propre stratégie. De même, les deux départements gouvernementaux faisaient des analyses divergentes du niveau de menace posé par la salmonelle. Au même moment, on avait déjà vu paraître une série d'articles de presse sur le risque créé par la salmonelle. On sait que l'entassement d'articles qui mettent en question la légitimité des sources journalistiques autorisées provoque facilement la rupture de la production routinière, ou normale, des actualités (Murphy, 1991: 264-5). Dans le cas de la salmonelle, cette mise en question a eu doublement lieu: d'abord dans des articles qui indiquaient que la salmonelle constituait un risque significatif même pour ceux qui jouissaient d'un bon niveau de santé (contrairement à ce que disaient les conseils provenant de l'État); et puis dans un sentiment assez répandu parmi les journalistes spécialisés que le Ministère de l'Agriculture protégeait l'industrie alimentaire. Ceci explique la quantité inouïe d'informations qui paraîtraient par la suite.

## **Quelques exemples de sources individuelles**

### **1. La Ministre - Edwina Currie**

Plusieurs journalistes nous ont dit que Mme Currie était plutôt mal vue par beaucoup de députés travaillistes; elle était considérée comme trop ambitieuse. Mais elle était bien vue par les journalistes qui appréciaient son accessibilité. Elle avait souvent été l'objet de l'attention médiatique: par exemple, quand elle a inculqué le régime alimentaire des gens du nord de

l'Angleterre pour expliquer des différences dans les statistiques de santé entre le nord et le sud du pays; ou quand elle a conseillé aux retraités qui ne pouvaient pas s'offrir assez de chauffage en hiver de se tricoter des bonnets de laine.

Ceci explique dans une certaine mesure l'ampleur du blâme dont elle fut l'objet dans les premiers jours de l'affaire: peu de collègues politiques étaient prêts à la défendre et elle avait une réputation controversée. Que son intervention fut ridiculisée comme simplement erronée, ou critiquée politiquement comme mal jugée, elle est devenue la cible de tous, mais en tant qu'individu plutôt qu'en tant que représentante du gouvernement. Ceci tendait à légitimer la presse de droite, qui s'avérerait indépendante en s'attaquant à "une des leurs" sans pour autant s'attaquer au gouvernement en tant que tel.

## **2. Le chercheur scientifique - Richard Lacey**

Un des critiques les plus assidus de l'industrie des aliments en général est Richard Lacey. Sa formation scientifique –il est professeur de microbiologie et directeur de laboratoire– a contribué au rôle public qu'il a joué dans l'affaire de la salmonelle. Les chercheurs scientifiques constituent une source importante pour les journalistes parce que leurs opinions sont considérées comme à la fois expertes et sans parti-pris. Certains journalistes estiment que Lacey est marginalisé parce que ses opinions ne sont pas celles de la majorité des chercheurs mais on nous dit aussi qu'il est trop cité; un éditeur responsable des informations scientifiques l'a comparé à ceux qui dénoncent la peur du SIDA comme le produit d'une conjuration homosexuelle. Certes Lacey manque d'expertise spécifique au sujet de l'encéphalite bovine (la "maladie des vaches folles"), autre problème au sujet duquel il est souvent cité; pourtant sa position scientifique, liée à une prise de position claire et controversée, fait de lui une source crédible.

Comme nous avons montré ailleurs (5), une des tactiques rhétoriques préférées de l'industrie fut d'accuser les pratiques hygiéniques des consommateurs, et de traîner d'irrationnels les critiques qui défendaient les consommateurs (Miller et Reilly, 1994: 6). Dans les circonstances présentes, la science et les chercheurs scientifiques apportaient une aide précieuse à la controverse, et l'adhésion scientifique fut vivement sollicitée par l'industrie et par les critiques partisans des consommateurs. L'UKEPA



était très content de s'assurer le concours de Richard North –ancien fonctionnaire de la santé publique devenu consultant indépendant– qui a ajouté quelque crédibilité scientifique à leur polémique. D'autre part, discréditer l'autorité scientifique d'un ennemi fut une tactique importante. Un des représentants du BEIC nous a raconté qu'au cours d'un débat télévisé il a pris soin d'établir que le doctorat d'un critique partisan des consommateurs “ne fut qu'un” doctorat en sociologie plutôt qu'en médecine. Les représentants de l'industrie tentaient aussi de discréditer les critiques scientifiques en disant qu'ils exagéraient les dangers de la salmonellose pour justifier des revendications d'augmentation de fonds de recherche.

### **3. Le partisan des consommateurs: Tim Lang**

La plus importante organisation de défense des consommateurs, citée par les journalistes, est la London Food Commission. Créée en 1984 par la municipalité de Londres comme organisation indépendante, elle fut, à l'époque, vilipendée par la presse à cause de ses antécédents de gauche (la municipalité de Londres d'alors était dominée par la gauche). Selon Lang, la Commission a dû faire un long travail pour gagner de la crédibilité publique auprès de la presse; au moment de l'affaire de la salmonellose, elle était déjà susceptible d'être citée comme faisant autorité, du moins par certains journalistes.

Tout au long de l'été 1988, Lang disaient aux journalistes que les infections alimentaires allaient prendre un profil public très important. Quand la maladie se répandit, Lang veilla à ce que la politique de la Commission ne devienne pas une critique fondamentale de la base économique de l'industrie alimentaire. Une telle critique –selon laquelle l'industrie subordonnait la sécurité des consommateurs au profit– impliquerait une critique du capitalisme en général. Lang considérait qu'une telle critique manquerait de crédibilité auprès des journalistes, tandis que la critique plus “modérée” que la Commission a avancé fut bien vue. L'affaire de la salmonellose n'a pas abouti à une critique fondamentale de la base économique de la production des aliments dans les médias.

Certains journalistes nous ont dit que bien que la Commission ait été consultée avec d'autres organisations semblables, au cours de la préparation d'articles sur la salmonelle, ces organisations ne furent souvent pas citées parmi les sources des articles. Dans une certaine mesure, le rôle

de ces organisations dans le profil publique de l'affaire de la salmonelle fut caché.

### **Un exemple de la “gestion des actualités”: les religieuses de Daventry**

Un des exemples les plus clairs d'une tentative d'influencer la représentation médiatique de ces événements a eu lieu au moment de l'abattage des animaux infectés c'est-à-dire quelques mois après le déclenchement de l'attention médiatique provoqué par l'intervention ministérielle du 3 décembre 1988.

L'UKEPA a attiré l'attention des médias sur la mauvaise fortune d'un petit groupe de religieuses qui avaient des poules pondeuses, dont elles vendaient le produit pour augmenter le revenu du couvent. La colonie était bel et bien infectée par la salmonelle et devait être abattue. Évidemment digne de l'attention médiatique, cet événement fut utilisé par l'UKEPA pour contester –par le biais des médias– la validité de l'abattage comme solution au problème de l'infection par la salmonelle, et plus largement pour s'opposer à l'accusation publique de la production des œufs comme menace pour la santé des citoyens. Un journaliste nous a dit que, quoiqu'il soit important de reconnaître la gestion des événements, les journalistes doivent évaluer les événements selon leur “valeur d'actualité” (*newsworthiness*) sans avoir égard à l'origine de leur connaissance de ces événements.

Un grand nombre d'articles furent consacrés à cet événement, dans tous les journaux anglais, autant que dans des reportages télévisés, pendant une période de plusieurs semaines au cours desquelles des avocats ont tenté de faire annuler l'abattage imposé. Quoique cette tentative fut vouée à l'échec, l'épisode a fourni une belle occasion aux représentants de l'industrie de présenter leur politique; les religieuses, d'ailleurs, reçurent une compensation financière surévaluée par rapport aux autres producteurs dont les volailles ont été abattues. Un des représentants de l'UKEPA nous a dit qu'il trouvait exagérés quelques articles qui racontaient que les religieuses s'étaient barricadées dans le poulailler; il se serait agi d'un malentendu: les sœurs étaient par pur hasard à l'intérieur du poulailler au moment où les hommes chargés de l'abattage sont survenus. Néanmoins, on peut soupçonner qu'on a laissé subsister ce malentendu pour ne pas priver les comptes rendus d'un détail particulièrement digne d'attention médiatique.

## Conclusion

De nombreuses études ont décrit le reportage des actualités comme le résultat d'un processus qui est —dans ses grandes lignes— routinier (Tuchman, 1977; Molotch and Lester, 1973; Rock, 1973; Murphy, 1991) et qui met l'accent sur les sources "officielles" ou "autorisées". Dans ces études on trouve des endroits où l'on souligne l'importance des circonstances qui font exception par rapport à ce processus; Tuchman, par exemple, indique que

Les exceptions permettent l'observation et l'analyse des structures, des idéologies et des pouvoirs cachés (1977: 43).

L'affaire de la salmonelle a, en effet, fait exception: il est évident qu'un certain nombre d'éléments réunis ont provoqué une crise communicative pour le gouvernement, autant qu'un problème pour les producteurs d'œufs. Ces éléments sont:

(a) La crédibilité croissante de la politique des partisans des consommateurs, créée par des organisations telles que la London Food Commission et renforcée par l'autorité cognitive d'un chercheur scientifique distingué.

(b) Une stratégie communicative incohérente de la part et de l'industrie et du gouvernement, tous les deux normalement considérés comme des sources qui font autorité.

(c) L'intervention d'une ministre qui devait certainement s'attirer l'attention médiatique à cause de son profil public, et dont l'appartenance au groupe des sources qui faisaient autorité rendait certain que ses remarques subiraient une analyse approfondie.

La réunion de ces éléments a permis à un certain nombre de sources qui d'habitude ne faisaient pas autorité auprès des journalistes d'avoir accès au médias.

Un des journalistes interviewés par nous, estimait que l'affaire de la salmonelle avait permis le débat sur une série d'autres problèmes alimentaires qui n'auraient pas été considérés comme suffisamment intéressants si l'attention médiatique ne s'était pas focalisée sur la question la salmonelle. Une des sources journalistiques, qui avait travaillé avec Lacey, nous a dit qu'avant l'automne de 1988 Lacey avait eu bien des

difficultés à faire prendre au sérieux par les médias ses avertissements sur la sécurité alimentaire.<sup>2</sup>

Tout ceci invite à faire l'analyse d'autres paniques alimentaires. Une étude approfondie indiquerait peut-être que d'autres exemples – l'encéphalite bovine, par exemple – se sont attirés l'attention médiatique à cause de l'interrogation suscitée par l'affaire de la salmonelle. Comme l'indiquent Miller et Reilly:

... l'incertitude même des savoirs scientifiques au sujet de l'encéphalite bovine, et la question-clef de la transmission humaine potentielle, font que l'encéphalite bovine est susceptible de paraître de façon sporadique “à la une”. Par comparaison, la salmonelle est actuellement passée sous silence (1994: 18).

Ceci implique la question: par quel processus de tels sujets sortent-ils du domaine de l'attention médiatique? L'affaire de la salmonelle mena à une conclusion symbolique par le biais du rapport du Commons Agriculture Select Committee (la Commission de la Chambre des Communes chargée de l'investigation de cette affaire) et à la distribution des responsabilités. Elle a été résolue –mais problématiquement– en tant que problème de santé publique en déplaçant la responsabilité des producteurs aux consommateurs (Miller and Reilly, 1994: 30). Les discussions au sujet de l'encéphalite bovine n'ont pas été résolues de cette façon, quoique l'ensemble des informations médiatiques récentes mette l'accent sur la question du libre marché plutôt que sur la sécurité alimentaire.

### **Notes et bibliographie.**

(1) U. Beck, *Risk Society*, Londres, Sage, 1992, p.19-30.

(2) Dans “Les Infection nutritionnelles dans les médias: le cas de la salmonelle au Royaume-Uni”, Actes du 119e Congrès des Sociétés Historiques et Scientifiques, Paris: Ministère de l'Education Supérieure, 1995.

(3) Les informations qui suivent sont basées sur des interviews que nous avons eues avec divers fonctionnaires des organisations compétentes, eux-mêmes cités comme sources dans l'ensemble des informations journalistiques.

(4) Par exemple, ils ont essayé, en conjonction avec le syndicat des agriculteurs, de mettre l'accent sur le rôle des pratiques hygiéniques dans la cuisine domestique et institutionnelle dans l'augmentation de l'infection alimentaire. Plus tard, l'UKEPA a tenté de reféfinir la situation politique en suggérant que l'abattage des troupeaux infectés demandé par le gouvernement à partir de la mi-décembre 1988 allait provoquer la perte de 10.000 postes. A ce propos, la source indépendante a avoué plus tard que le chiffre était arbitraire. Quand elle a suggéré au journaliste que les mesures gouvernementales allaient provoquer une réduction importante de la main-d'œuvre, le journaliste a demandé "combien de postes?" Réponse: "des milliers". Le journaliste: "5? 10? 20?" La réponse: "10". C'est un exemple d'une négociation entre journalistes et sources sur la signification des événements.

(5) Voir "Les infections nutritionnelles dans les médias: le cas de la salmonelle au Royaume-Uni", Actes du 119e Congrès des Sociétés Historiques et Scientifiques, Paris: Ministère de l'Education Supérieure, 1995.

### **Bibliographie:**

Ericson, R.V., Baranek, P.M., et Chan, J.L. (1989) *Negotiating Control*, Oxford: University Press.

Gans, H. (1980) *Deciding What's News*, London: Constable.

Miller, D. and Reilly, J. (1994) "Food scares in the media", manuscrit non-publié, Université de Glasgow.

Molotch, H. and Lester, M. (1973) "News as Purposive Behavior", in Cohen, S. and Young, J. *The Manufacture of News*, London: Constable.

Murphy, D. (1991) *The Stalker Affair and the Press*, London: Unwin Hyman.

Rock, P. (1973) "News as Eternal Recurrence", in Cohen, S. and Young, J. *The Manufacture of News*, London: Constable.

Smith, M.J. (1991) "From Policy Community to Issue Network: Salmonelle in Eggs and the New Politics of Food", *Public Administration* 69: 235-55.

Tuchman, G. (1977) "The Exception proves the rule: the study of routine news practices" in Hirsch, P.M., Miller, P.V. and Kline, F.Gg. (eds) *Strategies for Communication Research*, London: Sage.